Décret n° 73-223 du 19 mai 1973, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiées et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et notamment ses articles 6, 8, 9 et 16;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée n° 64-28 du 4 juin 1964;

Vu le procès-verbal du Conseil de gestion de la collectivité des Ouled Sidi Khélifa de la Délégation de Regueb, du Gouvernorat de Gafsa en date du 10 mai 1972, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le Conseil de Tutelle Régional du Gouvernorat de Gafsa en date du 16 septembre 1972 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 18 décembre 1972;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des Ouled Sidi Khélifa de la Délégation de Regueb du Gouvernorat de Gafsa est converti en droit de propriété privative conformément aux décisions prises par le conseil de gestion de la dite collectivité et consignées dans son procès-verbal en date du 10 mai 1972 tel qu'il a été approuvé par le conseil de Tutelle Régional du Gouvernorat de Gafsa en date du 16 septembre 1972 et homologué par le Ministre de l'Agriculture le 18 décembre 1972.

ART. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 19 mai 1973

Pr. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation,
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

TRAITEMENT DES EAUX USEES

Décret n° 73-227 du 22 mai 1973, chargeant la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux, de l'exploitation, de l'entretien et du renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées dans certaines zones touristiques.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 68-22 du 2 juillet 1968, portant création de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 72-37 du 27 avril 1972;

Vu l'avis des Ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux est chargée de l'exploitation, de l'entretien et du renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées, pour le compte des collectivités publiques ou des établissements et organismes publics et privés se trouvant dans les zones suivantes :

1°) La zone côtière de Gammarth Raoued dans la Banlieue Nord de Tunis, dénommée « zones de Tunis-Nord »;

2°) La zone côtière de Bir El Bey à la Sebkhah El Melah dans la Banlieue Sud de Tunis, dénommée « zone de Tunis-Sud »;

3°) La zone côtière de la région de Nabeul - Hammamet depuis El Maamoura au Nord, jusqu'à l'hôtel Beau Rivage au Sud, dénommée « zone de Nabeul - Hammamet »;

4°) La zone côtière de Sousse entre les embouchures des Oueds Djaidane et El Hallouf dénommée « zone de Sousse »;

5°) La zone côtière de Djerba entre Houmet Souk et Aghir dénommée « zone de Djerba »;

6°) La zone côtière de Zarzis entre Lalla Mariem et cette ville, dénommée « zone de Zarzis ».

Art. 2. — Les Ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 22 mai 1973

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation,
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Décret n° 73-228 du 22 mai 1973, approuvant la Convention générale relative à l'exploitation, l'entretien et le renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 68-22 du 2 juillet 1968, portant création de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 72-37 du 27 avril 1972;

Vu le décret n° 73-227 du 22 mai 1973, chargeant la SONEDE de l'exploitation, de l'entretien et du renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées dans certaines zones touristiques;

Vu l'avis des Ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la Convention générale relative à l'exploitation, l'entretien et le renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées, annexée au présent décret.

ART. 2. — Les Ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis le 22 mai 1973

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation,
Le Premier Ministre,
HEDI NOUIRA

VINS

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 19 mai 1973, instituant une appellation d'origine régionale ou locale dite « Vin Délimité de Qualité Supérieure ».

Le Ministre de l'Agriculture;

Vu le décret du 10 janvier 1957, portant réglementation des appellations d'origine pour les vins, vins de liqueur et eau de vie;

Vu le décret n° 58-223 du 18 septembre 1958, fixant les conditions générales de réglementation des appellations d'origine contrôlée;

Vu la loi n° 70-39 du 14 août 1970, portant création de l'Office de Vin;

Vu l'avis et les propositions de l'Office du Vin;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une catégorie d'appellation d'origine régionale ou locale dite « Vin Délimité de Qualité Supérieure ».

rière » répondant, pour chacune d'elle, aux conditions définies ci-dessous par le présent arrêté.

ART. 2. — On entend par appellation d'origine « Vin Délimité de Qualité Supérieure » au sens du présent arrêté, la désignation géographique d'une région, d'une localité ou d'un lieu qui désigne un produit qui en est originaire et dont la qualité et les caractéristiques sont exclusivement et essentiellement dues au milieu géographique, naturel et humain.

ART. 3. — Les vins pour lesquels le bénéfice d'une appellation, régionale ou locale non contrôlée, est revendiquée, en vertu du décret du 10 janvier 1957 et du présent arrêté, ne peuvent être mis en vente et circuler sous la dénomination « Vin Délimité de Qualité Supérieure » qu'accompagnés d'un label, pour chaque appellation portant obligatoirement les numéros d'enregistrement et de contrôle de l'agrée de la commission de classement instituée auprès de l'Office du Vin.

ART. 4. — Seuls ont droit à l'appellation d'origine « Vin Délimité de Qualité Supérieure » les vins qui répondent aux conditions définies par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sur proposition de l'Office du Vin, pour chaque appellation. Ces conditions doivent préciser :

- a) l'aire de production;
- b) l'encépagement;
- c) le degré alcoolique minimum, tel qu'il résulte de la vinification naturelle et sans aucun enrichissement;
- d) éventuellement les méthodes culturales et de vinification.

Les limites de l'aire de production mentionnée au paragraphe (a) ci-dessus sont fixées par une commission d'experts désignée par l'Office du Vin et le tracé ainsi établi est déposé, après approbation de l'Office du Vin, dans les Gouvernorats et Délégations administratives intéressés.

ART. 5. — La délivrance du label prévu à l'article 3, ci-dessus, est subordonnée :

- 1°) à la présentation d'une fiche d'encépagement établie dans les conditions fixées ci-dessous;
- 2°) à l'analyse préalable d'échantillons de vin pour lesquels est réclamé le bénéfice de la dénomination « Vin Délimité de Qualité Supérieure ». Cette analyse devra être effectuée par un laboratoire officiel.
- 3°) à l'examen d'un échantillon par le Comité de dégustation désigné par la Commission de classement des appellations d'origine et des vins supérieurs instituée auprès de l'Office du Vin.

La fiche d'encépagement mentionnée au paragraphe (1°), ci-dessus, comportant pour les vignobles des parcelles situées dans une aire de production d'une appellation « Vin Délimité de Qualité Supérieure », devra être établie par le viticulteur intéressé et adressée, avant le 1er novembre de chaque année, à l'Office du Vin. Cette fiche devra indiquer par exploitation distincte :

- 1°) Le nom, prénoms et adresse du propriétaire et de l'exploitant si ce dernier n'est pas propriétaire;
- 2°) La superficie totale complantée en vigne de l'exploitation;
- 3°) Les références cadastrales et d'identification des parcelles de vigne et leur superficie réparties par aire de production de vin d'appellation d'origine contrôlée, Vin Délimité de Qualité Supérieure et Vin de consommation courante;
- 4°) L'encépagement des parcelles situées dans une aire de production de vin délimité de qualité supérieure;
- 5°) Le lieu de la vinification.

Après vérification conforme par l'Office du Vin, cette fiche est reproduite en quatre exemplaires dont il est conservé l'original et les trois autres exemplaires sont adressés aux récoltants avant le 1er octobre dont un devra être joint à la déclaration de récolte et un à la demande d'attribution du label.

ART. 6. — Les vins bénéficiant de la dénomination « Vin Délimité de Qualité Supérieure » ne peuvent être commercialisés avant le 1er novembre de l'année de récolte; à partir de cette date leur commercialisation s'effectuera librement, sous réserve que les quan-

tités labélisées, pour une récolte, ne dépassant pas pour un même récoltant, la quantité limite de production par hectare fixée, pour chaque appellation, par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sauf dérogation individuelle accordée par l'Office du Vin sur proposition de la Commission de classement instituée par le décret sus-visé, du 10 janvier 1957, dans le cas où la quantité et la qualité se rencontrent simultanément.

ART. 7. — Aucun label ne pourra être accordé après le 31 mars suivant la récolte; sa validité est fixée à trois mois renouvelable par dérogation pour une nouvelle période de trois mois selon la même procédure et quelle que soit l'époque. L'attribution des labels « Vin Délimité de Qualité Supérieure » est du ressort de l'Office du Vin.

ART. 8. — Les vins pouvant bénéficier de l'appellation d'origine « Vin Délimité de Qualité Supérieure » doivent obligatoirement provenir des raisins produits de cépages autorisés ou recommandés à l'exclusion de tout autre cépage, notamment les hybriques producteurs directs qui demeurent interdits.

ART. 9. — Les vins d'appellation « Vin Délimité de Qualité Supérieure » ne peuvent obtenir le label de cette appellation qu'après agrée de l'Office du Vin après avis du comité de dégustation comme précisé au paragraphe (3°) de l'article 5 ci-dessus.

Il est ouvert un droit de recours à tout contestant auprès de la commission de classement des appellations d'origine prévue à l'article 5 du décret du 10 janvier 1957 qui est saisie de tout appel contre une décision d'élimination pour quelque cause que ce soit ou de demande de dérogation justifiée; elle se prononce sur ces cas en fonction de la qualité des produits qui devra être déterminante et le retrait du bénéfice d'attribution de l'appellation à tout lot dont l'insuffisance de qualité aura été dûment constatée au cours de la conservation et du vieillissement.

ART. 10. — Toute dénomination, qualificatif ou sous-indication de vin ayant droit à l'appellation « Vin Délimité de Qualité Supérieure » au sens du présent arrêté devra être consigné et codifié sur un registre spécial tenu par l'Office du Vin et les numéros d'enregistrement et de contrôle seront obligatoirement mentionnés sur les étiquettes, prospectus, facture ou emballage de même que la mention du millésime de l'année de récolte.

ART. 11. — Les dispositions du décret sus-visé n° 58-223 du 18 septembre 1958, sont applicables aux « Vins Délimités de Qualité Supérieure ».

Tunis, le 19 mai 1973

Le Ministre de l'Agriculture
DHAOUI HANNABLIA

Vu :

Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 19 mai 1973, portant création d'appellation d'origine « vin délimité de qualité supérieure » dite « MORNAG ».

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le décret du 10 janvier 1957, portant réglementation des appellations d'origine pour les vins, vins de liqueur et eau de vie;
Vu le décret N° 58-223 du 18 septembre 1958, fixant les conditions générales de réglementation des appellations d'origine contrôlée;
Vu la loi N° 70-39 du 14 août 1970, portant création de l'Office du Vin;
Vu l'arrêté du 19 mai 1973, instituant une appellation d'origine régionale ou locale dite Vin Délimité de Qualité Supérieure;
Vu l'avis et les propositions de l'Office du Vin;

Arrête :

Article Premier. — Il est institué une appellation d'origine régionale ou locale dite « MORNAG » accompagnée de la mention « Vin Délimité de Qualité Supérieure » pour les vins rouges, rosés et blancs produits dans les terrains relevant de l'autorité administrative des Gouvernorats de Tunis et Tunis-Sud.